

Article 31 du Règlement

Monsieur le Président, je suis fier d'avoir travaillé de concert avec les employés de la Société de la Baie James et de la municipalité de la Baie James pour obtenir ces aménagements tellement utiles aux travailleurs de la Baie James et aux travailleurs du Québec.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, 16 000 sidérurgistes sont sans travail depuis dix semaines et ça continue.

Le ministre du Commerce a dit hier à propos de deux décisions négatives du groupe binational qu'«on ne peut pas toujours gagner». Monsieur le Président, nous n'avons pas obtenu gain de cause et nous ne gagnerons pas non plus dans l'avenir.

Tandis que le différend subsiste, les producteurs américains commencent à s'emparer d'une partie croissante du marché de nos producteurs canadiens. En dépit de l'animosité créée par le conflit du travail, Fred Telmer, président de Stelco, et Leo Gerard, directeur de l'USWA, reconnaissent que les taux d'intérêt élevés et le dollar canadien cher qui en découle, portent un coup fatal à l'industrie sidérurgique.

Il ne s'agit pas seulement de cette industrie, monsieur le Président, mais de tout le secteur de fabrication qui est en chute libre: l'emploi a baissé de 6,4 p. 100 par rapport au troisième trimestre de 1989.

Même si les règles du jeu étaient équitables, nous jouerions sur deux terrains distincts. Les sidérurgistes et les producteurs canadiens—tous les Canadiens—demandent au gouvernement de les aider.

Abaissez les taux d'intérêts.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Lee Clark (Brandon—Souris): Monsieur le Président, je parlerai au nom des céréaliculteurs de l'Ouest, en général, et de Brandon—Souris, en particulier, qui vivent une grave crise du fait qu'ils manquent de liquidités.

Même si les récoltes ont été supérieures à la moyenne dans l'Ouest, les agriculteurs de ma circonscription ne disposent que de peu d'argent liquide en raison des prix réduits des céréales joints à de faibles quotas de livraison.

Ils doivent cependant respecter leurs obligations face à leurs créanciers.

• (1410)

Bien que nous n'ayons à peu près aucun contrôle sur le prix des céréales d'exportation à cause de la politique insensée de subventions aux ventes d'exportation que continuent d'appliquer la CEE et les États-Unis, et comme les quotas de livraison ne pourront s'améliorer que lorsque la Russie et la Chine commenceront à acheter, le gouvernement fédéral peut et devrait venir en aide aux céréaliculteurs en acceptant de rétablir un programme de paiements anticipés sans intérêt à l'égard de la récolte de cette année.

Même s'il devait en coûter jusqu'à 50 millions de dollars ou plus au trésor fédéral, nous devrions, en tant que gouvernement, aider financièrement les céréaliculteurs, comme nous l'avons fait par le passé.

Ils en ont grand besoin et c'est maintenant qu'il faut le faire.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, au moment où je vous parle, à l'autre endroit, mes collègues du Parti libéral du Canada défendent vaillamment les droits des Canadiens et des Canadiennes et se battent de toutes leurs forces contre l'imposition de la taxe sur les produits et services.

La cause qu'ils défendent est la cause de la population canadienne qui ne veut pas de la TPS. Et pourtant ils rencontrent de la résistance de la part du gouvernement d'en face et aussi du Nouveau Parti démocratique, ces néo-démocrates fades qui tergiversent et sont bien décidés à atteindre sans honte de nouveaux sommets d'hypocrisie et à réaliser de véritables exploits d'opportunisme politique. Un jour, ils réclament l'abolition du Sénat, le lendemain, ils recommandent au Sénat d'un air sûrement penaud de lutter contre la TPS. Quelle est la position des néo-démocrates? Qui sait? Ils n'arrivent pas à se décider.

Ce qui importe, c'est que tous les Canadiens connaissent la position de Jean Chrétien et du Parti libéral du Canada. Nous défendons les Canadiens, les simples citoyens canadiens qui résistent, qui doivent travailler pour gagner leur vie et nourrir leur famille et qui réclament le rejet de la TPS.

M. le Président: Le temps accordé au député est écoulé. La députée de Mercier.